

2<sup>nd</sup> EMES-Polanyi International Seminar  
**Societies in transition: Social and solidarity economy,  
the commons, public action and livelihood**

CNAM, Paris (France) · 19 - 20 May 2016

***Communs culturels, espaces publics alternatifs et économie solidaire.  
Revisiter Polanyi au prisme des institutions culturelles citoyennes.***

**Maité Juan (Lise, CNAM)**

**Introduction**

Cette communication propose d'analyser comment une initiative culturelle citoyenne, l'Ateneo Popular Nou Barris à Barcelone, s'organisant à travers le modèle sociopolitique de la gestion communautaire, peut contribuer à la reconfiguration de l'action publique.

L'Ateneo Popular Nou Barris est un équipement culturel public de cirque social issu d'une mobilisation collective des habitants du district de Nou Barris pour transformer une usine d'asphalte en centre culturel autogéré en 1977. Ce mouvement de réappropriation citoyenne émerge face au manque d'infrastructures, de services et d'équipements publics au sein de district le plus paupérisé de la ville. Géré de manière collective par l'association Bido, la gouvernance est décentralisée à travers 5 commissions (artistique, formation en cirque social, programmation, technique, gestion). Remettant en cause les modes traditionnels de la propriété privée capitaliste et de la propriété publique (Nyssens, Petrella, 2015), l'Ateneo Popular défend un projet original articulant le pluralisme culturel, visant à placer la solidarité, la coopération et la participation citoyenne au cœur de la production culturelle, le pluralisme politique, fondé sur la reconnaissance de la diversité des espaces publics, et la pluralisation des principes économiques, induisant une réinscription de l'économie dans les relations sociales (Laville, Salmon, 2015).

Karl Polanyi a mis l'accent sur les périls de l'économie de marché en montrant comment le passage des marchés régulés aux marchés autorégulateurs induit un encastrement des relations sociales dans le système économique (Polanyi, 1893). L'Ateneo Popular émerge et se développe en réaction aux dynamiques de marchandisation de la vie sociale et tend à inscrire la production et la distribution des biens culturels dans des normes démocratiques. Notre visée est d'élargir la problématique polanyienne en pensant l'imbrication des sphères culturelle, économique et politique comme vecteur d'émancipation.

Nous proposons d'étudier, dans un premier temps, de quelle manière ce modèle de gestion communautaire s'inscrit dans la tradition associationniste des *Ateneos Populares* et dans la lignée des « mouvements sociaux urbains » (Castells, 1983). Nous montrerons de quelle façon le caractère subversif de ce contre-pouvoir autonome se reconfigure au fil de la construction d'une « coresponsabilité » avec le cadre institutionnel.

Dans un deuxième temps, nous analyserons plus précisément le mode de gouvernance

participative, en montrant comment la structure décentralisée de ce commun culturel permet une distribution des pouvoirs et des compétences rendant possible une construction

collective des normes de gouvernement et de quelle manière cette gouvernance collective s'appuie sur une pluralisation des ressources économiques.

## **1) Le modèle socio-politique de gestion communautaire : du contre-public subalterne à l'institutionnalisation d'un public critique ?**

### **1.1) Une genèse à la croisée de l'héritage des *Ateneos Populares* et des mouvements sociaux urbains**

Dans les années 70, une usine d'asphalte s'installe près des habitations du quartier de Trinitat Nova à Nou Barris pour goudronner les rues. Les habitants rejetèrent cette usine pour des raisons d'ordre sanitaire et social. Les associations de quartier, revendiquant des équipements publics et non des unités de production, lancèrent une campagne de protestation contre l'usine en 1975. Un collectif d'une centaine d'habitants occupa le bâtiment en 1977 dans le but de créer un centre culturel autogéré, dans la lignée des *Ateneos populares* du 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. L'occupation illégale de l'usine dure dix ans, période pendant laquelle le projet culturel fonctionne de manière autogérée sans formalisation ni reconnaissance institutionnelle. En 1985, l'association Bido de Nou Barris, composée des habitants du district, naît officiellement pour gérer l'Ateneo Popular, devenu un équipement public. Une phase d'arrimage au cadre institutionnel succède donc à la phase de lutte sociale. Cependant, il s'agit là d'une innovation sociale puisque l'Ateneo Popular est le premier équipement public de la ville à être géré de manière autonome par les habitants. Les années 1997-2001 coïncident avec l'élaboration de l'architecture professionnelle de l'équipement et la création de passerelles entre l'équipement et les pouvoirs publics, induisant une relation de co-responsabilisation. Les années 2001-2013 sont marquées par la consolidation du mouvement de professionnalisation et par un processus de relative institutionnalisation qui n'empêche pas l'Ateneo Popular d'être un foyer de revendication et d'innovation.

L'Ateneo Popular revendique sa filiation avec les *Ateneos populares* anarchistes et socialistes qui articulaient étroitement associationnisme ouvrier et culture au 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles en Espagne (Barbosa Llescas, 2010). Les *Ateneos populares* qui prolifèrent à partir des années 1860-80 puis sous la seconde république espagnole (1931-39), sont impulsés à la fois par le mouvement ouvrier, les anarchistes et les républicains progressistes en réaction au modèle de l'Ateneo promu par la minorité bourgeoise libérale au pouvoir et afin de pallier au manque de structures culturelles pour les classes travailleuses.

Tandis que les années 1840 marquent l'essor du socialisme utopique et de la pensée républicaine en Espagne, les classes ouvrières effectuent leur apprentissage politique, culturel et social à travers un associationnisme populaire dynamique (Barbosa Llescas, 2010). La forme de l'Ateneo Popular est réappropriée dans une dynamique de résistance et investie d'une mission : l'émancipation ouvrière. Les années 1868-1874 marquent l'éclosion de la sociabilité associative et l'orientation du syndicalisme ouvrier vers des positions anarchistes, notamment en Catalogne et en Andalousie. Canalisant l'alternative culturelle, éducative et politique et constituant des creusets d'intégration sociale, les *Ateneos Populares* deviennent des lieux d'éducation, de sociabilité et de politisation. Véritables « centres polyfonctionnels »

(Navarro Navarro, 2005), visant à la fois l'égalisation des conditions sociales, l'horizontalité démocratique dans la prise de décision et la construction d'une pensée critique, ces espaces socio-culturels organisent des formations collectives, des conférences, des ateliers littéraires et artistiques, développent un réseau de bibliothèques populaires. Les dénominateurs communs des *Ateneos Populares* du 19<sup>e</sup> siècle étaient leur caractéristiques « interclasses, progressistes, républicaines, socialistes, laïques, anticléricales » (Ibid., p.67). C'est ce modèle associatif de l'*Ateneo Popular* comme centre de diffusion culturelle et de formation politique des catégories populaires qui se consolide avant la guerre civile. La dictature franquiste des années 1939-1955 donne un coup d'arrêt à cette effervescence associationniste et autogestionnaire. L'*Ateneo Popular Nou Barris* est l'un des premiers *Ateneos Populares* à être créé au début de la Transition démocratique (1975-1982) afin de récupérer cette forme associationniste.

Cette réappropriation collective de l'héritage des *Ateneos Populares* s'est également inscrite dans le cadre des « *movimientos sociales urbanos* » des années 70 (Castells, 1983) qui luttèrent pour l'amélioration des conditions de vie à travers notamment l'obtention d'équipement publics. Ces mouvements sociaux urbains, dont les protagonistes furent les associations locales, se caractérisaient par une mobilisation de quartier, une dimension interclassiste intégrant une pluralité de catégories sociales (ouvriers, commerçants, professeurs, professionnels du secteur public ou privé), une faible spécialisation des rôles induite par une organisation horizontale et décentralisée, et enfin l'assembléisme (Perez Quintana, Sanchez Leon, 2008)

Cette brève mise en perspective historique nous permet de mieux saisir les caractéristiques du modèle de gouvernance collective. L'*Ateneo Popular* a, en effet, enrichi et reformulé ces héritages pluriels en développant un modèle de gestion communautaire fondé sur la démocratisation économique : la culture comme commun et droit collectif s'articule à une innovation socioéconomique, plaçant la réciprocité au cœur de l'action collective.

## **1.2) Le modèle de gestion communautaire : l'impulsion réciproitaire au cœur de l'expérimentation démocratique**

L'émergence de l'*Ateneo Popular Nou Barris* se fonde sur la visée d'une production et distribution des biens culturels soumis à l'arbitrage démocratique. La conception de l'activité économique à partir d'une impulsion réciproitaire, et non d'une rationalité instrumentale, permet d'impulser une construction conjointe de l'offre et de la demande (Laville, 2007). Les communs peuvent être définis à l'aune de trois critères : une ressource, une répartition des droits et des obligations autour de cette ressource et des règles de gouvernance pour la gérer (Coriat, 2015). Le cas de l'*Ateneo Popular* nous permet de questionner la distinction effectuée par Ostrom entre les deux niveaux de droits, opérationnel et de choix collectifs, et d'enrichir sa caractérisation des 4 types de détenteurs de droits de propriété (Orsi, 2014). Si l'on conçoit, à la suite d'Ostrom, la propriété commune comme un « faisceau de droits distribués » (Coriat, 2015), dans quelle mesure le modèle de gouvernance collective garantit-il un accès partagé et une gestion commune du bien culturel ?

La propriété partagée ou collective du bien et service culturel se manifeste par la décomposition du droit de propriété en une pluralité de droits de gouvernance détenus par les différentes parties-prenantes : droit d'accès (consommation), de participation à la gestion,

à la création, à la programmation, à la diffusion. Les statuts de Bido, l'association gérant l'Ateneo Popular, distinguent les « membres actifs » des « membres collaborateurs », dont l'implication est plus ponctuelle mais leur accordent les mêmes droits. En effet, tous les membres de Bido peuvent faire partie de la commission de gestion après élection en assemblée générale, le droit de faire partie de n'importe quelle autre commission (formation, artistique, programmation, communication, technique), le droit de vote en assemblée générale, la possibilité d'être des forces de propositions auprès de la commission de gestion ou de l'assemblée concernant les orientations stratégiques. Même si elle tend à être égalitaire, la gouvernance du commun culturel n'est pas exempte de hiérarchie : la commission de gestion traite des décisions plus institutionnelles et globales tandis que les 4 commissions centrales concernent les règles et décisions davantage opérationnelles. Cependant, tous les membres de l'association ont potentiellement le même pouvoir de décision puisqu'ils ont la capacité de s'investir dans toutes les instances de gouvernance. De même, les droits de propriété sont caractérisés par une certaine labilité et interchangeabilité selon que les parties-prenantes accèdent à différents statuts ou rôles au cours de leur trajectoire au sein de l'Ateneo Popular. La rotation des rôles et la porosité des statuts sont des dimensions marquantes de cette initiative citoyenne, des bénévoles ou usagers pouvant accéder au statut de professionnel ou de président de l'association.

Dans un article intitulé « La gestion communautaire dans l'économie sociale et solidaire »<sup>1</sup> co-écrit par Judit Font, Helena Ojeda et Xavier Urbano, faisant partie respectivement de l'Ateneo Popular Nou Barris, du Casal de Barri de Prosperitat et de l'Ateneo Popular Coma Cros de Salt, trois équipements se revendiquant de la gestion communautaire à Nou Barris, apparaissent les lignes directrices de ce modèle et son rapport aux institutions. La proposition politique de la gestion communautaire « *part du présupposé que les équipements et services sont des biens communs de la population, et non des ressources de l'administration (...) Par conséquent, la société a le droit et la responsabilité de participer à la gestion de ces ressources et services qui l'affectent dans son quotidien. Si on conçoit qu'un équipement municipal est géré par une entité (ou un ensemble d'entités) enracinées dans le territoire, la tâche de l'administration devrait être de faciliter cette gestion, dans une logique d'accompagnement (...) ce sont les populations auto-organisées qui ont la centralité, qui ont toute la responsabilité de la gestion, se mettant d'accord sur les normes du projet.* » De fait, ce modèle n'évacue pas les institutions mais reconfigure leur rôle, qui n'est plus structurant mais facilitateur.

La récupération par la communauté territoriale auto-organisée de la gestion d'un équipement public s'inscrit dans la perspective de l'économie sociale et solidaire, « *plaçant au centre le bien-être des personnes et non la maximisation des bénéfices et considérant que les processus de production, de distribution, de consommation et de financement doivent bénéficier à la communauté, en socialisant sa propriété* ». De fait, la gestion communautaire renvoie à « *la constante définition des nécessités collectives* ». La « gestion citoyenne » est donc définie comme l'accord juridique entre une entité et l'institution qui permet à l'entité de gérer un

---

<sup>1</sup> Font Judit, Ojeda Helena, Urbano Xavier, « La gestión comunitaria en la economía social y solidaria », *Diagonal*, <https://www.diagonalperiodico.net> (accès le 06/03/15)

service ou une ressource publique tandis que la « gestion communautaire » se comprend comme la volonté de gérer ces services et ressources à partir de valeurs et pratiques de l'économie sociale et solidaire.

Le potentiel émancipateur de l'Ateneo Popular en tant que « contre-public subalterne » (Fraser, 2011) résidait bien dans sa double nature, à la fois espace de repli contestataire des groupes sociaux subordonnés et base de diffusion d'un contre-discours vers des arènes publiques plus larges. De fait, l'Ateneo Popular s'est construit comme une arène d'autodétermination collective répondant à un besoin social territorialisé dans un ensemble de quartiers dépourvus de tout équipement culturel. Force de contestation, il a également constitué une force d'innovation culturelle, sociale et politique.

### **1.3) Innovation institutionnelle et régime de propriété hybride : la construction politique du commun culturel**

L'Ateneo Popular a joué un rôle clé au sein de la *Plataforma de gestion ciudadana*, un réseau né en 2011 et regroupant 18 entités citoyennes à l'échelle de Barcelone afin de faire évoluer les modes de régulation publique en obtenant un cadre normatif spécifique pour la gestion citoyenne.

Sous le gouvernement de Xavier Trias (maire de Barcelone de 2011 à 2015), les relations avec la municipalité prenaient la forme d'un contrat de service de trois ans, renouvelable un an, par lequel la municipalité publiait une offre publique de gestion. Ce mode de régulation relevait de la régulation concurrentielle : en mettant en compétition les associations et les entreprises, il génère un isomorphisme marchand en faisant glisser les associations vers le modèle privé (Laville, Sainsaulieu, 2013). La *Plataforma de gestion ciudadana* a publié en 2012 un Manifeste adressé au gouvernement de Trias afin de marquer son opposition à ce mode de régulation publique. Au terme de négociations qui avaient débuté sous le gouvernement de Trias, la *Plataforma de gestion ciudadana* a obtenu en 2015 une régulation conventionnée de type « gestion citoyenne », d'une durée de 10 ans. La nouvelle équipe municipale menée par Ada Colau a, dès son arrivée au pouvoir en Juin 2015, accepté les propositions de la *Plataforma de gestion ciudadana*. La régulation conventionnée, en s'inscrivant dans une perspective de co-construction des politiques publiques (Vaillancourt, 2009), permet de générer des formes innovantes dans les dispositifs institutionnels. De fait, à travers l'intégration à cet « espace public intermédiaire », l'Ateneo Popular a pu défendre et faire valoir ce régime de propriété hybride, imbriquant une propriété publique et une propriété commune.

La crise de légitimité des institutions représentatives en Espagne, et plus largement, la crise sociale, évolue vers la nécessité d'une refonte du système démocratique lui-même qui n'apparaît plus capable de répondre aux besoins collectifs (Subirats, Blanco, 2013). Les nouveaux mouvements sociaux tels que le 15M ou la PAH (Plateforme des Affectés par l'Hypothèque), mais également des initiatives citoyennes, en tant qu'expérimentations démocratiques générant des innovations sociales, favorisent l'émergence d'un nouveau paradigme institutionnel en lien avec la perspective des communs. Cette situation explique le succès aux élections municipales de 2015 du mouvement *Barcelona en Comu*, appartenant à la même mouvance que *Podemos* et prétendant impulser une « rébellion démocratique »

notamment par le renforcement des espaces d'auto-organisation citoyenne et par la promotion des initiatives d'économie sociale et solidaire.

Le changement d'échelle de l'économie sociale et solidaire se manifeste notamment par la création d'un commissariat pour la promotion de l'économie solidaire et par l'acceptation par la mairie de Barcelone des « 14 mesures pour la démocratie économique municipale » rédigées en Mai 2015 par le réseau d'économie solidaire de Catalogne (XES) pour créer un réseau de municipalités engagées dans la démocratisation économique. Ce réseau a également mis en avant un manifeste pour l'élaboration d'une nouvelle loi de l'économie sociale et solidaire en Septembre 2015 et est chargé d'impulser la proposition de loi sur l'Économie sociale et solidaire, suite au vote d'une résolution du parlement catalan datée du 27 septembre 2013, obligeant le gouvernement à élaborer une loi de l'économie sociale et solidaire. Dans le champ strictement culturel, la municipalité s'engage à encourager une gestion « publique-communautaire » des équipements culturels sur le modèle de l'Ateneo Popular Nou Barris, et à impulser la démocratisation des grandes institutions culturelles. Ainsi, le contexte institutionnel semble propice à l'invention de nouvelles modalités d'articulation de la société civile et de l'action publique.

## **2) La gouvernance participative comme levier de la production collective de normes**

### **2.1) Une structure organisationnelle décentralisée favorisant la distribution des pouvoirs et des compétences**

L'Ateneo Popular Nou Barris se structure en trois niveaux de commissions : les commissions principales sont celles de formation en cirque social, production artistique, programmation, communication, technique et la commission de gestion tandis que des sous-commissions concernent des projets précis à l'intérieur des commissions principales. Enfin, des groupes de travail ponctuels s'ajoutent aux deux dispositifs permanents. Ces commissions et groupes de travail sont les espaces principaux de participation, de prise de décision et d'apprentissage collectif. Ce sont des dispositifs participatifs intergénérationnels qui réunissent les différentes parties-prenantes sur une base égalitaire : bénévoles, professionnels, usagers peuvent participer au processus décisionnel et être acteurs du projet commun. Chaque commission est composée de 15 à 25 personnes en moyenne et est animée par un professionnel qui reste sur le même pied d'égalité que les bénévoles ou usagers concernant la prise de parole et la liberté de faire des propositions pour perfectionner le fonctionnement de l'Ateneo Popular.

L'assemblée vient compléter la structure décentralisée des commissions. Cette assemblée fonctionne sur le principe du consensus et non sur celui du vote majoritaire, afin d'être conforme à l'objectif de construction collective des décisions. La coordinatrice de l'équipe technique de l'Ateneo Popular souligne : *Le vote implique toujours que les uns gagnent et les autres perdent, le consensus penche plus du côté « tous gagnent », mais c'est plus lent parce que ça implique de travailler avec une logique de processus, ça implique que la décision finale puisse satisfaire le plus grand nombre de personnes possible et que ce soit une décision véritablement commune, pour laquelle il y a aura eu plus d'options et plus de formules travaillées, pas selon la logique « A ou B », mais qui vise à réfléchir à comment construire des*

*propositions et à travers cette construction, on passe par de petits consensus partiels pour aboutir à la décision finale, voilà ça implique de se concentrer sur le processus et pas seulement sur le résultat ».*

La commission de gestion est l'organe de gouvernement et de représentation politique principal, doté des responsabilités plutôt caractéristiques d'un CA. Selon les statuts, les membres élus de cette commission ne doivent pas être des personnes rémunérées et exercent leurs tâches pour une durée de deux ans, renouvelable après réélection en Assemblée générale. Formée pour des raisons légales d'un noyau officiel de 3 personnes dont un président et un trésorier, elle est composée en réalité de 8 personnes bénévoles, pouvant inclure des professionnels mais dont la participation se fait de manière bénévole. Afin de perfectionner la dimension représentative de cet organe, la commission de gestion se décompose depuis 2015 en deux espaces, une commission technique de suivi et une commission élargie touchant aux problématiques plus politiques et institutionnelles. Ces deux espaces comprennent à la fois des bénévoles et des professionnels, ces derniers ne devant pas représenter plus de 40% de la composition de la commission afin de limiter leur poids dans la prise de décision.

Une des démarches emblématiques de questionnement et de refonte collective du fonctionnement organisationnel de l'Ateneo Popular, impliquant l'ensemble des parties-prenantes, fut le processus « *Repensem Ateneu* » mené en 2013 et 2014. Ce travail a débouché sur l'élaboration d'un plan stratégique adopté en assemblée fin 2014 pour accroître et perfectionner le pouvoir de décision des commissions. Cette nouvelle configuration est conçue non « *comme un dogme, mais comme un levier qui doit s'adapter au fur et à mesure que les nécessités et les périodes changent* ».

## **2.2) Imbrication des savoirs, porosité des statuts et responsabilité collective**

Une des dimensions centrales de la gouvernance collective est la relation entre professionnels, bénévoles et usagers. L'analyse des modalités de participation et des relations entre les différentes parties-prenantes internes permet de révéler le degré de bureaucratisation ou de démocratisation de la dynamique collective. En outre, la force ou la faiblesse de l'implication bénévole révèle le degré d'encastrement social et d'engagement collectif au sein des initiatives citoyennes (Laville, Sainsaulieu, 2013). L'observation de la dimension organisationnelle de l'Ateneo Popular laisse apparaître une porosité des statuts professionnels, bénévoles et usagers ainsi qu'une culture de rotation régulière des salariés. Bido, l'association gérant l'Ateneo Popular, compte une centaine d'adhérents mais la majorité des personnes très actives dans le fonctionnement de l'Ateneo Popular (130-40 personnes) sont des bénévoles et des professionnels. Beaucoup de bénévoles sont ainsi impliqués avec les professionnels dans les commissions et sont des forces de proposition pour le projet.

Le fort militantisme des professionnels est un des facteurs réduisant le risque d'une prédominance de l'expertise sur l'engagement. L'équipe de professionnels est chargée de dynamiser, coordonner, accompagner et faciliter le travail des commissions, une de leur tâches les plus importantes étant d'assurer que l'information circule entre les différents groupes sociaux et domaines d'action de l'Ateneo Popular. Décrivant les différentes



dimensions de son travail de coordination au sein de l'Ateneo Popular, une des professionnels souligne que c'est « *porter les valeurs du communautaire dans toutes les aires du projet et pour cela, ca signifie que beaucoup de décisions que je pourrais prendre seule, au sein d'une structure verticale, ici se distribuent dans le collectif, et il faut savoir faire cet exercice d'horizontalité* ». Elle souligne également que l'aspect relationnel de son travail signifie que « *dans un projet communautaire, nous ne sommes pas seulement des professionnels, parce que nous participons aux activités et propositions que nous organisons, c'est pour ca que je suis bénévole dans certaines activités sans considérer ca comme du travail.* » La majorité des professionnels ont été bénévoles ou usagers, ce qui leur confère à la fois une vision plus globale et une confiance de la part des autres parties-prenantes.

En outre, un accord tacite régit la professionnalité au sein de l'Ateneo Popular puisque tous les professionnels restent à leur poste pour une durée de cinq à sept ans environ avant de redevenir bénévoles, ce qui permet de garantir un renouvellement des équipes et d'éviter toute appropriation d'ordre statutaire. Cette culture collective du renouvellement est également liée à l'investissement bénévole des professionnels, induisant une charge de travail particulièrement lourde. Même si l'usure professionnelle est un facteur explicatif, les entretiens menés auprès des salariés confirment que cette culture du roulement comme moyen de maintenir les dynamiques de participation, d'innovation et d'ouverture à de nouvelles forces vives imprègne les comportements professionnels.

La base bénévole de l'Ateneo Popular est importante : 130 bénévoles s'impliquent activement dans le fonctionnement de l'Ateneo Popular, au sein d'un groupe plus large, *Comunitat Ateneo* qui réunit environ 300 personnes plus ou moins actives. En nous appuyant sur la typologie des modes d'engagements bénévoles élaborée par Laville et Sainsaulieu (2013) nous pouvons souligner que l'un des traits saillants de l'Ateneo Popular est la prédominance de l'implication des habitants-usagers en tant que bénévoles ou professionnels, qui mettent ainsi en avant une « expertise d'usage », et le militantisme des bénévoles et professionnels qui s'impliquent dans des activités de revendication. L'apport gestionnaire des bénévoles résulte d'une trajectoire transversale au sein de l'Ateneo Popular, durant laquelle le bénévole est passé par plusieurs commissions, a acquis une très bonne connaissance des problématiques, réseaux du territoire et des différentes parties-prenantes. La mobilisation des compétences du bénévole au sein de la commission de gestion n'obéit pas alors à une logique de cooptation mais est le fruit d'un processus d'apprentissage au sein de l'organisation. Le clivage interne entre bénévoles dirigeants et les autres parties-prenantes est donc atténué. L'engagement bénévole au sein de l'Ateneo Popular repose également sur un apport productif important, lors de la mise en place de spectacles, d'évènements festifs, de rencontres.

### **2.3) L'hybridation des ressources comme garantie de l'engagement collectif et de l'autonomie citoyenne**

La pluralisation des principes économiques, à travers la combinaison des subventions publiques, de l'économie marchande et de l'économie non monétaire (réciprocité), permet de maintenir la dynamique participative tout autant qu'elle constitue un principe politique afin de garantir des marges de manœuvre par rapport aux pouvoirs publics et de s'inscrire dans un modèle économique alternatif au paradigme néolibéral. Dès l'inscription de l'Ateneo

Popular dans un processus d'institutionnalisation, Bido a défini comme critère idéologique que 50% des financements de l'Ateneo Popular seraient issus de subventions publiques ou privées et que 50% relèveraient de ressources propres. Pour l'année 2014-2015, 47,5 % des ressources économiques ont émané des instances publiques et 52,5% de financements propres. Sur un budget total de 976,133 euros, 463, 011 euros proviennent de subventions publiques et 513,122 euros de ressources propres. Sur les 942,617 euros de dépenses, 429,610 euros ont été destinés aux salaires des 17 professionnels à contrat à durée déterminée et indéterminée tandis que 515 euros ont été destinés au financement des projets artistiques.

Les subventions publiques sont issues, en grande partie, de la mairie de Barcelone, notamment l'Institut de la culture et le District de Nou Barris, du département Culture de la Generalitat et enfin, du Ministère de la culture. Les financements propres proviennent, tout d'abord, des recettes du bar et d'un ensemble de services fournis par Bido : des montages scénographiques pour des spectacles de cirque, des formations de formateurs en cirque social, du partage de leur connaissance théorique à travers des cours sur le travail social, de la production de spectacles de cirque, des ateliers de cirque, de la mise à disposition d'une équipe technique intervenant comme support pour les activités artistiques des associations ou des compagnies, et enfin d'un service de restauration pour des événements. Ces ressources marchandes se couplent à des ressources réciprocaires. Ainsi, l'économie non monétaire joue un rôle important à travers les diverses formes de bénévolat et les réseaux d'entraide et de coopération auxquels s'intègre l'Ateneo Popular.

## **Conclusion**

Cette communication visait à éclairer de quelle manière la gestion communautaire de l'Ateneo Popular s'inscrit conjointement dans les valeurs et pratiques de l'économie sociale et solidaire et dans la perspective des communs. Bien que soumis à des processus de rationalisation gestionnaire, l'Ateneo Popular a réussi à maintenir son autonomie en constituant une force de proposition et d'innovation institutionnelle. Il est également parvenu à construire un mode de gouvernance participatif, qui tend à favoriser une distribution des pouvoirs et des compétences et à nourrir des dynamiques d'apprentissage collectif. Cette organisation décentralisée et horizontale, s'appuyant sur une hybridation des ressources économiques, suscite une co-production des normes de gouvernement, permettant à l'ensemble des parties- prenantes de prendre part aux processus décisionnels sur les fins et moyens de l'action collective.

## **Bibliographie**

Barbosa Llescas, F., (2010) « La cultura obrera en la provincia de Cadiz. Centros obreros, Ateneos Obreros y Casas del Pueblo : espacios de educacion y difusion cultural », *Periférica. Revista para el analisis de la cultura y el territorio*, num.11, 2010, Cadiz.

Castells, M., (1983), *The City and the Grassroots Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, Edward Arnold, Londres, 1983

Coriat, B., (2015), *Le retour des communs, La crise de l'idéologie propriétaire*, Les liens qui libèrent.

Eme, B., Laville J.-L., « L'économie solidaire ou l'économie comme écologie sociale », *Ecologie & politique* 2004/1 (N°28), p. 13-25.

Fraser, N., (2011), *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, La Découverte, coll. « La Découverte/Poche ».

Font, Judit., Ojeda, Helena., Urbano, Xavier., « La gestión comunitaria en la economía social y solidaria », *Diagonal*, <https://www.diagonalperiodico.net> (accès le 06/03/15)

Laville, J.-L., Nyssens M. (dir.), (2001). *Les Services sociaux entre associations, Etat et marché : l'aide aux personnes âgées*, Paris, La Découverte.

Laville, J.-L. et Cattani A. D., (2006), *Dictionnaire de l'autre économie*, Gallimard, « Folio- Actuel », Paris. Laville, J.-L., (2007), *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Hachette Littératures.

Laville, J.-L., (2010), *Politique de l'association*, Paris, Éditions du Seuil. Laville J.-L., Sainsaulieu R., (2013), *L'association. Sociologie et économie*, Paris, Ed. Fayard/Pluriel.

Laville, J.-L., Salmon A., (2015), *Associations et Action publique*, Paris, Ed. Desclée de Brouwer, collection Solidarité et société.

Mendell, M., (2007), « Karl Polanyi et le processus institué de démocratisation politique », *Revue du MAUSS*, 2007/1 n° 29, p. 444-464.

Navarro Navarro, J., (2015) « El papel de los ateneos en la cultura y la sociabilidad libertarias (1931- 1939): algunas reflexiones. », *Cercles: revista d'història cultural*, N° 8, 2005, p.64-104

Nez, H., (2012), « Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid », *Participations* 2012/3 (N° 4), p. 79-102.

Nyssens, M., Petrella, F., (2015), « ESS et ressources communes : vers la reconnaissance d'une diversité institutionnelle. Interpellations croisées », *Revue Française de Socio- Économie* 2015/1 (n° 15), p. 117- 134.

Orsi, F., (2013), « Elinor Ostrom et les faisceaux de droits : l'ouverture d'un nouvel espace pour penser la propriété commune », *Revue de la régulation* [En ligne], 14 | 2e semestre / Autumn 2013, mis en ligne le 14 février 2014, consulté le 03 mai 2016.

Ostrom, E., (2010), *La gouvernance des biens communs*, Louvain-la-Neuve, Eds. De Boeck. Polanyi K., (1983), *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps* (traduction française), Paris, Gallimard.

Perez Quintana, V., Sanchez Leon, P., (2008), *Memoria ciudadana y movimiento vecinal, Madrid 1968- 2008*, Madrid, La Catarata, 2008.

Subirats, J., *et al.*, (2013), « Crise et changement d'époque en Espagne. Réponses politiques et crise institutionnelle », *Pôle Sud* 2013/2 (n° 39), p. 57-78.

Vaillancourt, Y. (2009). "Social Economy in the Co-construction of Public Policy". *Annals of Public and Cooperative Economies*, 80(2), 275-313.